

**AQPSUD**  
**ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LA PROMOTION DE LA**  
**SANTÉ DES PERSONNES UTILISATRICES DE DROGUES**  
1555, boul. René-Lévesque E,  
Montréal (Québec) H2L 4L2  
Téléphone et Fax : 514-904-1241 ou 1-844-465-3580  
info@aqpsud.org aqpsud.org



## La crise dans la crise

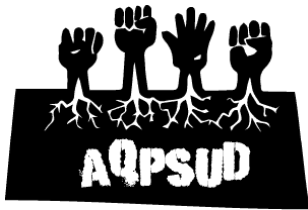
Nous sommes préoccupés par les graves conséquences du couvre-feu sur les communautés qui subissent le racisme et la discrimination, les personnes autochtones, les personnes en situation d'itinérance, les travailleurs.se.s du sexe, les personnes utilisatrices de drogues, les victimes de violence, les personnes ayant une fragilité au niveau de leur santé mentale, les jeunes en fugues et les locataires en situation de précarité.

En attribuant aux policiers le pouvoir de décider arbitrairement à qui et comment s'applique le couvre-feu, les personnes les plus vulnérables sont privées de leur droit à la santé et à la sécurité et nous nous dirigeons vers une crise humanitaire et sanitaire aux conséquences tout aussi désastreuses que la crise actuelle.

Comment faire confiance aux décideurs quand ils nous promettent que les policiers feront preuve de discernement envers les plus vulnérables, quand l'expérience sur le terrain, de même que les études sur le profilage nous prouvent le contraire. Le couvre-feu est en vigueur depuis le 9 janvier seulement, et déjà nous constatons que les policiers n'hésitent pas à avoir recours à diverses amendes et à d'importants moyens de contrôle, ce qui a pour effet d'augmenter l'anxiété des personnes déjà fragilisées et de rompre définitivement le lien entre les policiers et les acteurs de la communauté.

Nous savons que le couvre-feu empêchera des personnes vulnérables d'accéder aux services et soins de santé auxquels elles ont droit. En effet, ces services sont reconnus comme des moyens pour permettre à ceux-ci d'assurer leur droit à la vie, à la santé et à la sécurité, tel que garanti par la charte canadienne des droits et libertés. Le directeur national de la santé publique se veut rassurant lorsqu'il affirme que les personnes qui doivent se déplacer pour obtenir un service de santé pourront le faire en dehors des heures du couvre-feu, mais il oublie les relations tendues entre les personnes qui utilisent des drogues et les policiers.

Il est évident pour nous que les personnes éviteront de s'exposer à des contrôles policiers afin de se présenter dans les services de consommation supervisée (SCS) ou d'aller se procurer du matériel de consommation stérile et disposer du matériel souillé dans les endroits appropriés. Nous savons qu'une telle mesure favorisera l'augmentation des décès par surdose et favorisera les nouvelles infections au VIH, VHC aux autres ITSS et infections bactériennes. Avant l'apparition du coronavirus, la crise des surdoses, les épidémies de VIH et VHC connaissaient déjà des taux inadmissibles. La pandémie viendra assurément aggraver de manière importante la situation puisque l'accès au dépistage a considérablement diminué depuis le début de la pandémie. À juste titre, cette situation vient



**AQPSUD**  
**ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LA PROMOTION DE LA**  
**SANTÉ DES PERSONNES UTILISATRICES DE DROGUES**  
1555, boul. René-Lévesque E,  
Montréal (Québec) H2L 4L2  
Téléphone et Fax : 514-904-1241 ou 1-844-465-3580  
info@aqpsud.org aqpsud.org



rappeler la situation qui prédominait à la fin des années 1990, alors que l'épidémie de VIH/SIDA était galopante et hors de contrôle.

Le couvre-feu empêche les personnes vulnérables de maintenir en place toutes leurs stratégies de survie. De plus, il sabote notre approche basée sur le lien de confiance avec les personnes. Les interpellations incessantes de nos travailleurs de rues entravent leur capacité de se déplacer chez nos participants, de peur de faciliter l'identification des lieux de consommation. Les personnes ont donc tendance à s'isoler en groupe de survie et ils risquent ainsi de partager leur matériel de consommation, de ne pas appeler les soins d'urgence, ce qui est tout à fait contraire aux bonnes pratiques afin de contrer les surdoses et la propagation des ITSS.

Nous dénonçons cette approche répressive qui met en péril des dizaines d'années de travail des organismes communautaires en réduction des méfaits. Une approche qui a pourtant fait ses preuves. En période de crise, la réduction des méfaits doit être renforcée et non contrecarrée. l'expérience de la lutte au VIH, nous a pourtant démontré que la répression et la peur ne sont d'aucune efficacité en matière de santé publique. Nous devons éduquer, dépister, retracer, accompagner et soutenir les personnes qui seront positifs à l'infection.

Il faut reconnaître que certaines personnes n'ont nulle part où aller. Il n'y a pas de place pour tout le monde, et les solutions proposées ne conviennent pas à tous. Des refuges peine à répondre aux besoins et les gens meurent cachés dans des cabines de toilettes chimiques. D'autres vont mourir de surdose, contracter le VIH et l'hépatite C si nous maintenons les mesures de couvre feu.

C'est pourquoi nous demandons l'amnistie pour toutes les personnes vulnérables du Québec, de même que la levée du couvre-feu pour ces personnes.

Les personnes qui utilisent des drogues ont droit à la santé et la dignité.

Il est urgent d'agir pour sauver des vies.

**Les membres de l'Association pour la Défense des Droits et l'Inclusion des personnes qui Consomment des drogues au Québec (ADDICQ)**